



**Texte pour le débat général du congrès national SNETAP-FSU Tours 2021**

**Les exilé·e·s dans les Hauts-de-France**

Depuis plusieurs années, des associatif·ves, des militant·e·s et des personnes exilé·e·s alertent sur la situation inhumaine qui s'inscrit sur la côte d'Opale et particulièrement dans le Calais et le Dunkerquois. Trois personnes dont un religieux ont entamé une grève de la faim depuis le 11 octobre 2021 à Calais (Le religieux a cessé mais il soutient les deux personnes qui continuent).

Notre co-secrétaire relaie cette situation inhumaine sur le compte Twitter pour la section régionale SNETAP-FSU des Hauts-de-France.

A notre porte, nous assistons quotidiennement à des formes de violences psychologiques et physiques à l'encontre des personnes exilées : expulsion toutes les 48h voire quotidiennes quelques soient les conditions climatiques et pour tout âge, ..., même pour les bébés ; confiscation et destruction des effets personnels ; multiplication des arrêtés anti-distribution de nourriture et d'eau, voire gazage de la nourriture et de l'eau par les forces de l'ordre ; humiliations ; coups et blessures de la part des forces de l'ordre...

L'escalade de cette violence ne s'arrête pas. L'État continue encore et encore dans son échec à décourager l'immigration, ..., seul but de la gestion de ces pauvres exilé·e·s.

De nouvelles mesures ont été mises en place. Des rochers ont été posés sur un lieu de distribution de Coquelles empêchant tout accès aux associations pour distribuer des denrées de première nécessité aux personnes exilées. Des interdictions se sont multipliées ensuite sur l'ensemble des lieux de vie des personnes, rendant ainsi illégales toutes distributions.

Dans les Hauts-de-France, l'hospitalité est illégale !

Dans les Hauts-de-France, l'humanité devient illégale !

Selon l'agence de presse PA, plus de 14 000 migrants sont arrivés sur les côtes du sud de l'Angleterre par traversée de la Manche depuis le début de l'année, soit bien plus que sur toute l'année dernière (plus de 8 000). Mais combien de tué·e·s dans la mer ou sous les camions ?!

Face à ce constat alarmant, l'État a été interpellé, le Président de la République a été interpellé mais aucune réponse satisfaisante n'a été apportée.

Des personnes exilées ont faim sur nos côtes frontalières. Des personnes exilées meurent près de nos côtes frontalières.

Les gens des Hauts-de-France, région riche en histoire, région des misérables, région riche par ses brassages de population, région d'exode lors de la seconde guerre mondiale, région rurale d'accueil des citoyen·e·s s'éloignant des bombes, ne peuvent pas, sans renier leur histoire, fermer leur cœur de ch'ti, si renommé, face à cette souffrance qu'inflige l'État français aux personnes exilées.

La section régionale SNETAP-FSU des Hauts-de-France demande que le SNETAP-FSU avec sa fédération, la FSU, dénoncent le caractère inhumain, scandaleux et proprement inimaginable, dans un pays comme la France, par lequel sont humiliées, déshumanisées, volontairement, les personnes exilées par la puissance publique.